

Compte tenu des difficultés liées à la réunion de données provenant de différentes sources intérieures, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont été choisis pour représenter individuellement la région de l'Europe. Les tableaux 4 à 7 présentent les résultats pour chacun de ces pays. Dans l'ensemble, il est évident que l'Europe est en soi la principale économie d'origine et d'accueil des investissements de ces pays européens, à l'exception du Royaume-Uni en raison des liens historiques étroits que ce pays a conservés avec l'Amérique du Nord. Il est à remarquer que la proportion de l'avoir en investissements directs à l'étranger des pays européens en Asie est demeurée à peu près constante entre 1987 et 1992, et qu'il est plus faible, même, que l'avoir légèrement en hausse des États-Unis en Asie. L'avoir en IDAE constitué par l'Amérique du Nord en Europe semble en baisse tandis que la part européenne a augmenté considérablement. L'examen des IED mène aux mêmes conclusions. La plus grande proportion d'IED dans les pays de l'échantillon, à l'exception du Royaume-Uni, provient de l'Europe et elle est en hausse. La hausse des IED en provenance du Japon a fait monter la part de l'avoir accumulé par l'Asie en Europe, mais cette part est encore modeste. *De façon générale, on peut en conclure que les structures d'investissement intra-régional correspondent aux structures d'échanges intra-régionaux en Europe, et que les investissements intra-régionaux y sont considérables.*

5.4 Évaluation de l'intégration : les limites

L'investissement étranger, comme les échanges, n'est qu'une mesure d'intégration économique parmi d'autres. Comme les échanges également, il ne donne pas une mesure véritable du degré d'intégration économique, et cela même si les parts d'IED et l'avoir en IDAE intra-régionaux peuvent renseigner sur la proportion des investissements qui est d'origine intra-régional. Par exemple, un fort pourcentage des IED d'un pays peut provenir d'une même source, disons les États-Unis, mais les IED peuvent être relativement négligeables compte tenu de la taille de l'économie du pays d'accueil. Dans un tel cas, même si un pays donné compte un fort pourcentage de tous les IED accumulés dans le pays d'accueil, la somme des investissements du pays d'origine, calculée en pourcentage du PIB du pays d'accueil, est tellement faible qu'elle ne suscite pas une intégration économique substantielle. Si le total des IED est élevé par rapport à la taille de l'économie d'accueil, il y a alors lieu d'affirmer que le pays d'accueil est plus intégré, à l'échelle internationale, avec le pays d'origine. Par conséquent, il est possible que des pays soient peu intégrés, sur le plan économique, avec des pays dans lesquels ils possèdent un avoir en IDAE important, et qu'ils soient fortement intégrés avec des pays dans lesquels ils possèdent un avoir en IDAE peu élevé. Pour que les investissements étrangers directs soient indicatifs d'intégration économique, il faut que le pays d'origine représente un pourcentage considérable de